

La République du Centre, 20 septembre 2017

TRANSPORTS ■ La région Ile-de-France doit valider la création d'une correspondance en Essonne

Les usagers du RER D semblent résignés

Hier, dès 6 heures, des élus ont sensibilisé sur les changements de la réforme. Pour moitié, les « novateurs » ignoraient le projet.

Silvère Beuret
Photo: Michel Lacroix

Alors qu'il était la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France devant approuver la réforme de la ligne du RER D à l'automne 2018. Ce « service attendu » prévoit la création d'une rupture de charge (correspondance) à Corbeil-Essonnes ou à Evry-sur-Orge. Si cette évolution est validée, les usagers de Malesherbes et du Sud-Essonne seront contraints de changer de train pour rejoindre Paris comme pour avoir une journée de travail.



TRAINS. Delphine Drouotier, maire de Malesherbes (à gauche) et autres élus ont alerté les usagers du RER D des changements de la réforme envisagée par la RATP.

■ Pourquoi créer une rupture de charge ?

« Il faut trancher des solutions à court terme pour l'ensemble de la ligne D, qui offre des taux de ponctualité acceptables », affirme la RATP. 60 % de ponctualité en moyenne sur la ligne, ce qui est peu bon. Avec cette rupture de charge, le segment de la branche sud serait amputé d'un tiers de sa longueur. Mais il bénéficierait d'un meilleur service. Les usagers de la branche sud seraient contraints de changer de train pour rejoindre Paris comme pour avoir une journée de travail.

« Ce qui est certain, c'est que les usagers veulent du changement. Mais pas celui qui leur fait perdre leur train. Leur quotidien ressemble à une galère. » Ou com-

meuse à en avoir ras-le-bol. À l'aller comme au retour, ce n'est pas facile. Quand, en cas de problème, il faut faire tous les petits trajets. C'est souvent fatiguant, surtout une habitante du RER de la D2. « La semaine dernière, on a mis jusqu'à deux heures pour aller à Evry. C'est insupportable, parce que maintenant on a le train à l'heure, parce qu'on prend son train. Son analyse semble être d'espérer général.

« On se pose quand même des questions »

Malgré le vote du conseil régional d'Ile-de-France, les élus veulent continuer à se battre. « Nous sommes allés au siège du SNCF à 9 heures pour. On nous a dit que le conseil d'Etat était attendu et que les ministres seraient convoqués une fois les résultats obtenus. Nous espérons que ce sera bien le cas », explique Marianne Dubois et Delphine Drouotier, maire de Malesherbes, qui s'oppose à l'absence de la RATP. « Ce qui est certain, c'est que les usagers veulent du changement. Mais pas celui qui leur fait perdre leur train. Leur quotidien ressemble à une galère. » Ou com-